



SOMMAIRE

Page.

Point 98 de l'ordre du jour :

Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental) : rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental (*suite*) . . . 1

**Présidente :** Mlle Angie E. BROOKS (Libéria).

*En l'absence de la Présidente, M. Mosjov (Yougoslavie), vice-président, prend la présidence.*

**POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental) : rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental (*suite*\*)**

1. Le **PRESIDENT** (*traduit de l'anglais*) : L'Assemblée est saisie des documents suivants sur ce point de l'ordre du jour : d'abord, le rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental [A/7723 et Corr.1]. Ce rapport a été présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution 1752 (XVII) du 21 septembre 1962 par laquelle l'Assemblée générale avait pris acte de l'accord intervenu entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)<sup>1</sup>, reconnaissait le rôle conféré au Secrétaire général en vertu de cet accord et l'autorisait à s'acquitter des tâches qui lui avaient été confiées. L'une d'elles était de présenter un rapport à l'Assemblée générale après l'acte d'autodétermination en Irian occidental. Le deuxième document est une lettre en date du 11 novembre 1969 des représentants permanents de l'Indonésie et des Pays-Bas adressée au Secrétaire général [A/7763]. Enfin, le troisième document est un projet de résolution présenté par la Belgique, l'Indonésie, le Luxembourg, la Malaisie, les Pays-Bas et la Thaïlande [A/L.574].

2. M. NICOL (Sierra Leone) (*traduit de l'anglais*) : Ma délégation est heureuse de voir que l'Indonésie, dans ses plans de développement, et les Pays-Bas, ainsi que cela ressort du projet de résolution dont nous sommes saisis, sont disposés à assister économiquement le peuple de l'Irian occidental dans ses plans de développement. Mais l'acte de libre option semble avoir été interprété différemment par le représentant du Secrétaire général et par les autorités

indonésiennes. Le premier est parti de la thèse selon laquelle le peuple de l'Irian occidental avait une option. Le sentiment des Indonésiens, d'après ce que nous pouvons conclure des rapports soumis par le Ministre des affaires étrangères, semble être que l'acte de libre option devait marquer le point final de l'indépendance de l'Indonésie et de l'unification définitive de l'Indonésie après des années de domination coloniale. Pour eux, toute voix dissidente, en Irian occidental, ne pouvait donc qu'exprimer la désunion, la déloyauté, et un pas en arrière. Ce concept indonésien se reflète dans la manière dont a été appliqué l'acte de libre option; s'il était accepté, il ne laisserait aucune possibilité d'en discuter la méthode d'application.

3. Ma délégation ne pense pas que les choses devaient nécessairement se passer ainsi. Nous avons compris que l'acte de libre option laissait un choix pour les Irianais occidentaux : décider s'ils voulaient ou non faire partie de la République indonésienne. Si tel était le cas, et si nous ne nous trompons pas en tirant cette conclusion, nous devons avouer que les méthodes adoptées nous préoccupent grandement. Le Secrétaire général et son représentant, l'ambassadeur Ortiz-Sanz, ainsi que son équipe, méritent certes toutes nos félicitations pour leur excellent travail. A l'examen de leur rapport, nous y trouvons quelques réserves. Le représentant du Secrétaire général n'a pas été autorisé à constituer une équipe aussi importante qu'il l'estimait nécessaire pour son travail. Il lui avait été demandé d'aider, de conseiller et de participer, mais on lui a seulement permis d'aider et de conseiller. Il n'a pas été satisfait des conditions de liberté de parole et d'expression accordée aux Irianais occidentaux.

4. L'Indonésie a un excellent passé d'anticolonialisme et nous n'allons pas l'accuser d'avoir dans cette affaire des préjugés raciaux ou religieux. Au contraire, nous constatons une ferme volonté de constituer une Indonésie plus vaste et unie. Néanmoins, il a été porté à l'attention de beaucoup d'entre nous que, parmi certains éléments éduqués dans l'Irian occidental, il existe un fort désir de réaliser en fin de compte l'indépendance complète de toute l'île.

5. Ma délégation aimerait que l'Indonésie et l'Australie réexaminent ce souhait du peuple papuan avec compréhension et sympathie. L'île et son peuple peuvent former une unité viable et réduire pour l'avenir les tensions et les sources de conflit dans cette région.

6. Aucune société ne peut être considérée comme trop primitive et aucune région n'est, dans le monde moderne, dans une situation géographique trop difficile pour qu'on puisse leur refuser indéfiniment l'exercice essentiel d'un gouvernement démocratique. L'éducation des adultes et l'éducation scolaire, la construction de routes et de communications aériennes sont parmi les techniques qu'on

\* Reprise des débats de la 1810<sup>ème</sup> séance.

<sup>1</sup> Signé à New York le 15 août 1962. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 431, 1962, No 6311, p. 273 à 291.

peut utiliser pour éliminer les obstacles à un gouvernement pleinement représentatif.

7. Ma délégation partage les craintes exprimées par d'autres délégations selon lesquelles les mêmes arguments utilisés dans ce cas contre les normes internationales d'élections libres et la substitution à ces normes de normes indonésiennes de démocratie — si bonnes et honorables que puissent être les intentions qui les motivent — pourraient permettre à des pays comme l'Afrique du Sud, le Portugal ou la Rhodésie sous son régime illégal actuel d'invoquer des arguments analogues pour imposer eux aussi leurs propres normes, ce qui irait certainement à l'encontre de la liberté pour les populations africaines noires. On pourrait contester notre sincérité et notre intégrité lorsque nous contestons leur droit de le faire si, dans le cas qui nous occupe ici, nous laissons aller les choses dans ce sens sans soulever la question et sans dire combien cette situation nous préoccupe. En toute justice, il faut relever que l'Indonésie a toujours adopté sur ce point une attitude ferme, particulièrement pour la Namibie.

8. Nous prenons note avec satisfaction de la promesse de l'Indonésie d'accroître l'autonomie du gouvernement de l'île et d'intensifier son développement. L'intérêt et l'esprit de coopération dont a fait preuve le Gouvernement des Pays-Bas, comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas dans son intervention, il y a quelques jours [1810<sup>ème</sup> séance], contribueront beaucoup à dissiper l'impression de négligence qui a prévalu dans le passé et à mettre l'accent sur l'esprit progressiste du gouvernement actuel.

9. Les résultats logiques de tous ces plans de développement devraient permettre, dans une décennie ou même moins, de donner à l'île et à la population papuane tout entière une autre occasion d'exprimer à nouveau — et cette fois selon les normes internationales de la liberté de parole et d'élections libres — l'orientation qui, selon elle, sera propre à lui assurer un avenir stable dans la justice.

10. M. AKWEI (Ghana) [traduit de l'anglais] : Une fois de plus l'ingéniosité de l'homme a atteint un point culminant. Aujourd'hui, au moment même où je parle, des êtres humains dorment sur la surface de la Lune. Le voyage des trois astronautes américains jusqu'à la Lune a provoqué les plus vives félicitations du monde moderne. Leur compétence et leur habileté technique sont les preuves des progrès que le Gouvernement des Etats-Unis a encouragés et obtenus en matière de science et de technique. Nous adressons nos félicitations aux astronautes, au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis.

11. Nous sommes saisis d'un rapport du Secrétaire général sur l'acte de libre option en Irian occidental [A/7723 et Corr.1], d'une lettre des représentants permanents de l'Indonésie et des Pays-Bas [A/7763] et d'un projet de résolution [A/L.574]. Grâce à la sage décision prise par la Présidente la semaine dernière, nous avons pu disposer d'un peu plus de temps pour étudier ces documents.

12. On ne saurait mettre en doute que les documents en question ont trait à une question qui intéresse beaucoup les Nations Unies et tous les peuples épris de paix, et qui fait reposer sur l'Assemblée générale une grave responsabilité

dont nous devons nous acquitter en toute bonne conscience. Par le projet de résolution, l'Assemblée est invitée à prendre acte du rapport du Secrétaire général et à constater avec satisfaction que le Secrétaire général et son représentant se sont acquittés des tâches qui leur étaient confiées par l'Accord de 1962 entre l'Indonésie et les Pays-Bas. L'Assemblée a donc pour devoir d'examiner si le Secrétaire général et son représentant se sont réellement acquittés des tâches qui leur avaient été confiées par l'Accord de 1962.

13. Quelles étaient ces tâches ? La première consistait, pour les Nations Unies et le Secrétaire général, à administrer, en tant qu'autorité exécutive temporaire des Nations Unies, le territoire de l'Irian occidental, pendant la période du 1<sup>er</sup> août 1962 au 1<sup>er</sup> mai 1963, date à laquelle l'administration du territoire serait transférée à l'Indonésie.

14. La seconde tâche des Nations Unies était triple : leur représentant devait "donner son avis, son aide et son concours pour la conclusion des arrangements qu'il incomrait à l'Indonésie de prendre en vue de l'acte de libre option" — conformément à l'article XVII de l'Accord — avec le souci "des intérêts et du bien-être de la population du territoire" [A/723, p. 6], l'acte d'autodétermination devant être terminé avant la fin de 1969. En vertu de l'Accord, la triple fonction indiquée ci-dessus devait s'exercer en trois phases : a) pendant la période de cinq ans avant que l'acte de libre option soit entrepris, un certain nombre d'experts des Nations Unies devaient demeurer dans le territoire, après le transfert des responsabilités à l'Indonésie, pour donner des avis et prêter leur concours pour les préparatifs visés par l'article XVI; b) le représentant des Nations Unies et ses conseillers devaient exercer les attributions du Secrétaire général consistant à donner leur avis, leur aide et leur concours pour la préparation des arrangements, conformément à l'article XVIII; c) ils devaient donner leur aide et leur concours pour la mise en application de ces arrangements et de l'acte de libre option.

15. En ce qui concerne la première de ces étapes, le rapport de M. Ortiz-Sanz, représentant du Secrétaire général, fait apparaître que ces fonctions n'ont pas été remplies pendant la période du 1<sup>er</sup> mai 1963 au 23 août 1968 en raison du fait que l'Indonésie a refusé sa coopération aux Nations Unies pendant cette période. Ainsi donc, les fonctions qui auraient dû être remplies pendant cette période relativement longue ne l'ont pas été, sauf pendant une période assez brève — les quelques mois qui se sont écoulés entre le 23 août 1968 et le 4 août 1969 — et cela avec un personnel limité, dans une région dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il s'agit d'une aire géographique des plus difficiles. Peut-on dire dès lors que cette partie de l'Accord a bien été mise à exécution ? En toute conscience, nul ne pourrait, à l'examen des faits, répondre à cette question par l'affirmative.

16. Quant aux autres étapes, b et c, qui ont trait à l'exécution des fonctions du Secrétaire général, ici encore il est fait mention dans le rapport que M. Ortiz-Sanz a soumis à l'examen du Gouvernement indonésien deux propositions. Selon la première, l'acte de libre option devait être basé sur le vote direct dans les villes des régions côtières, où le niveau général du développement, de l'instruction et de

l'expérience de la population de l'Irian occidental qualifierait celle-ci pour exprimer librement ses opinions; aux termes de la seconde, dans l'arrière-pays, où le niveau du développement, des communications et de l'instruction poserait des problèmes, un système de "consultations collectives" pourrait être employé pour compléter la méthode dite "à chacun une voix". Le Gouvernement indonésien a repoussé l'avis donné par le représentant du Secrétaire général sur cette question.

17. Avant d'examiner la question de savoir si le Secrétaire général et son représentant se sont véritablement acquittés des obligations stipulées par l'Accord, il nous appartient de déterminer la signification à donner à la fonction consistant à "donner son avis, son aide et son concours" que le Secrétaire général avait pour mission de remplir en vertu de l'Accord de 1962.

18. Tout au long du rapport du représentant du Secrétaire général, l'impression ressort clairement que M. Ortiz-Sanz n'a pas été satisfait par la méthode de *musjawarah* que le Gouvernement indonésien avait choisie comme procédé à utiliser pour l'acte de libre option, mais il faut relever que les arrangements à cet égard incombaient sans équivoque au Gouvernement indonésien en vertu de l'Accord de 1962.

19. On ne saurait soutenir que les accords prévoyaient que le Gouvernement indonésien assumerait cette responsabilité sans tenir compte de l'avis du représentant du Secrétaire général, au moins dans la mesure où les décisions du Gouvernement indonésien ne pourraient pas être modifiées. Il n'y a aucune raison pour admettre, dans l'Accord, la responsabilité du Secrétaire général de donner des avis si ceux-ci pouvaient être purement et simplement rejetés par l'Indonésie.

20. Par conséquent, prétendre que le Gouvernement indonésien s'est acquitté de ses responsabilités au sens strict des termes de l'Accord ne peut convaincre aucune personne sensée, car discuter sur cette base reviendrait à dire que le Secrétaire général aurait pu aussi bien se dégager du processus d'application de l'Accord dès le début. Or le but de l'Accord de 1962 n'était pas de permettre à l'Indonésie de faire ce qu'elle entendait, mais de faire en sorte que, dans l'exercice des responsabilités que lui reconnaît l'Accord, elle se conforme, en s'acquittant de cette obligation, aux méthodes et pratiques prévues dans la mesure où les Nations Unies pourraient reconnaître l'acte de libre option comme ayant véritablement été un acte d'autodétermination du peuple de l'Irian occidental, c'est-à-dire, et selon les termes de l'Accord même, "conformément à la pratique internationale". Là encore, on sait que la méthode adoptée pour déterminer la volonté du peuple n'a pas été conforme à la pratique internationale. D'où le verdict douloureux, mais clair, de l'ambassadeur Ortiz-Sanz qu' "un acte de libre option a eu lieu en Irian occidental qui est seulement conforme aux pratiques indonésiennes" [A/7723 et Corr.1, annexe I, par. 253] et non à la pratique internationale.

21. Nous ne sommes pas convaincus non plus par l'argument avancé selon lequel le principe de *musjawarah* était la seule méthode politique que le peuple pouvait comprendre, car on sait que le Gouvernement hollandais avait institué un système de votation en Nouvelle-Guinée

occidentale, tout au moins dans les régions urbaines accessibles où la population est assez instruite, ainsi que, dans une certaine mesure, dans quelques régions au moins des hautes terres qui étaient moins accessibles. Par conséquent, il est difficile de croire que ces gens ne pouvaient pas comprendre le système de votation. En fait, on nous dit que sous l'administration néerlandaise un type de système démocratique de vote connu sous le nom de "vote chuchoté" a été utilisé avec succès. D'ailleurs, dans le Papua et la Nouvelle-Guinée, qui sont tous deux administrés par l'Australie et qui présentent les mêmes caractéristiques géographiques difficiles et sont habités par le même peuple dit "sous-développé", le principe "un homme, une voix" a été utilisé avec succès. Cette politique assez éclairée est donc pratiquée là-bas pour conduire en fin de compte ces peuples vers l'indépendance. Si cela est possible en Nouvelle-Guinée australienne, pourquoi ne le serait-ce pas en Nouvelle-Guinée indonésienne ? Les populations d'Indonésie utilisent-elles la procédure de *musjawarah* dans leurs propres élections nationales ou bien n'est-ce là qu'un procédé inventé par les administrants à l'intention des administrés ?

22. En raison des méthodes discutables adoptées pour déterminer la volonté de la population de l'Irian occidental, nous soutenons que l'article XVIII, b, de l'Accord a été violé et que les résultats de l'acte ne sont pas ceux de l'acte de libre option dans le sens où l'entendait l'Accord.

23. Les paragraphes 4 et 5 du préambule du projet de résolution ne peuvent donc pas être considérés comme valables par quoi que ce soit d'impartial, pas plus qu'on ne pourrait dire que l'actuel paragraphe 1 du projet de résolution correspond aux faits. Le Secrétaire général et son représentant n'ont pas rempli les tâches qui, aux termes de l'Accord, leur avaient été confiées. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils ont fait montre d'un authentique désir de s'en acquitter. En outre, comme pour l'examen de cette question certaines délégations ont mis délibérément l'accent sur les notions aussi indésirables qu'inutiles de sensibilité et de loyauté régionales, la prudence exige que tous les fonds qui sont débloqués pour le développement de l'Irian occidental soient acheminés par les institutions des Nations Unies.

24. Pour ces raisons, ma délégation ne peut accepter un projet de résolution qui passe sous silence des violations essentielles et la non-réalisation de l'Accord de 1962 — sans parler des appréciations que porte ce projet sur la façon dont le Secrétaire général et son représentant se sont, aux termes de l'Accord, acquittés de la tâche qui leur était confiée — car, tant en ce qui concerne les organes choisis pour faire appliquer l'acte d'autodétermination qu'en ce qui concerne la façon de désigner les membres de ces organes aussi bien que la procédure qu'ils utilisent, les principes élémentaires de la démocratie ont été violés.

25. Nous voudrions toutefois dire ici au Secrétaire général combien nous apprécions le courage et le sens du devoir dont lui et son représentant ont témoigné dans l'accomplissement de leur tâche face à de graves difficultés dont ils n'étaient pas responsables. Nous dirons même qu'ils méritent les félicitations de l'Assemblée pour leurs efforts; mais nous ne pouvons et nous ne devons pas les exposer au risque de voir quiconque les accuser d'avoir une part de



responsabilité quelconque dans ce qui ne peut être décrit que comme une parodie de la procédure démocratique et une violation du principe d'autodétermination si clairement exprimé dans la Charte des Nations Unies. Faire cela serait désavouer le brillant dossier des Nations Unies sur l'application du principe de l'autodétermination; ce serait nier l'histoire de la décolonisation si noblement réalisée par notre organisation et compromettre l'efficacité de son action pour éliminer le colonialisme qui reste encore si implacablement retransché dans certaines zones au coeur de l'Afrique. Même lorsqu'on considère le procédé de *musjawarah* comme la forme qui caractérise la démocratie dans la région, on aurait pu penser que le système pouvait se prêter à une procédure plus démocratique que celle qui a été adoptée. En effet, d'après le rapport du représentant du Secrétaire général, l'Assemblée consultative dans chaque circonscription devait être constituée par trois classes : d'abord, celle des représentants régionaux qui devaient être élus par la population elle-même, d'ailleurs par le procédé étrange de *musjawarah*; ensuite, les représentants fonctionnels désignés par les organisations politiques, sociales, culturelles, y compris les organisations religieuses; enfin, des représentants traditionnels tels que les chefs de tribu, choisis par le Conseil local après consultation des "personnes intéressées". Qui étaient ces "personnes intéressées" de la troisième catégorie? Qui choisissait les organisations sociales, politiques ou culturelles de la deuxième catégorie? Qui peut nous expliquer comment se déroulent les élections dans le procédé de *musjawarah*? De plus, on sait que les membres des conseils locaux existants, qui devaient être automatiquement membres des assemblées consultatives pour la libre option, sont désignés par le gouvernement. Pour cette raison, il y a une forte présomption que ces assemblées consultatives aient été constituées soit par des représentants désignés par le gouvernement ou par des membres "élus" par le procédé de *musjawarah*, naturellement, mais membres malgré tout, nommés parce qu'ils étaient connus comme étant les préférés du Gouvernement indonésien.

26. D'ailleurs voilà ce que le Gouvernement indonésien disait de la deuxième catégorie de personnes :

"... les rares personnes — s'il y en a — qui ne sont pas en faveur du maintien des liens avec la République d'Indonésie ne sont pas... organisées en groupes ou en partis politiques ayant une existence légale dans l'Irian occidental." [A/7723 et Corr.1, annexe I, par. 126.]

27. Le résultat final de ce choix des personnes devant participer à cet acte de libre option était donc que seuls pouvaient être élus ceux qui étaient en faveur du maintien de liens avec l'Indonésie. Ainsi, les moyens ont été soigneusement choisis pour aboutir au résultat désiré. Peut-on dire que c'était là véritablement un acte de "libre option"?

28. Le représentant du Secrétaire général nous dit ensuite que, au moment même de la prise de décision quant à l'acte de libre option, un étrange phénomène s'est régulièrement produit, à savoir que le Ministre de l'intérieur a pris la parole et pour ainsi dire a fait virtuellement campagne. On lit en effet dans le rapport :

"Le Ministre de l'intérieur a demandé aux membres de l'Assemblée de décider de leur avenir avec courage et en

toute responsabilité, en se rappelant qu'ils avaient une idéologie, le *Pantja Sila*, un drapeau, un gouvernement et un pays qui s'étendait de Sabang à Merauke. C'était le Gouvernement indonésien, a-t-il ajouté, qui était disposé à s'occuper du bien-être du peuple irianais, et qui était en mesure de le faire; le seul choix possible était donc de rester unis à la République d'Indonésie. Le Ministre de l'intérieur a invité instamment l'assemblée à remporter à Merauke la première étape de la victoire." [A/7723 et Corr.1, annexe I, par. 195.]

29. Après cette harangue, quelques membres ont pris la parole et ont agi d'une manière telle qu'elle ne pouvait qu'affoler la "majorité silencieuse", pour reprendre une expression qui est maintenant devenue populaire et respectable. Pour quiconque connaît le sens réel de l'autodétermination et de la liberté d'option, une question est tentante : pourquoi n'a-t-on pas laissé à quiconque la possibilité d'exprimer un avis opposé devant l'Assemblée consultative?

30. Si je suis entré dans quelques détails pour expliquer les aspects de la procédure utilisée pour appliquer l'acte de libre option, c'est en particulier parce que nous, en Afrique, nous avons dans le passé souffert politiquement aux mains des colonialistes, qui étaient résolus à appliquer des méthodes similaires à notre évolution politique, et nous souffrons encore actuellement du fait des racistes et des colonialistes, qui sont également résolus à appliquer aujourd'hui des méthodes analogues et à déterminer la volonté politique de nos peuples. Ces colonialistes ont utilisé les arguments dont on s'est servi aussi pour le peuple de l'Irian occidental, à savoir que nos peuples ne sont pas développés du point de vue de la culture ou de l'éducation, qu'ils sont ignorants des procédures démocratiques, que le seul type de gouvernement qu'ils comprennent est le diktat du chef tribal local et que les seules personnes qui aient quelque éducation et quelques notions politiques sont les traîtres dans la société, ceux qui menacent la stabilité politique.

31. Nos craintes n'ont pas été diminuées par les nombreuses références qui ont été faites dans le rapport du représentant du Secrétaire général à la prétention du Gouvernement indonésien selon laquelle l'Irian occidental faisait déjà partie de la République indonésienne et que, par conséquent, l'acte de libre option n'était ni nécessaire ni définitif. Par exemple, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a dit la semaine dernière, dans sa déclaration : "Le résultat de l'acte de libre option, selon le rapport du Secrétaire général, est légal, conciliant et irrévocable." [1810ème séance, par. 18.] Nous n'acceptons pas cette assertion unilatérale pour les raisons que j'ai déjà indiquées, et nous déplorons sa conséquence, à savoir que tout ce qui est demandé maintenant à l'Assemblée, c'est d'accepter les yeux fermés la prétention d'un Etat Membre. Si telle était notre seule fonction, mieux vaudrait que nous n'examinions pas du tout la question dans notre organisation.

32. Nous avons étudié les déclarations des Ministres des affaires étrangères des Pays-Bas et de l'Indonésie [1810ème séance], pays que nous aimons beaucoup, que nous admirons même et avec lesquels nous avons collaboré maintes fois, en particulier dans le domaine du développement économique. Je dois dire que nous avons été

encouragés et impressionnés par la politique progressiste suivie par ces pays dans ce domaine. Cependant, je n'ai pu que constater des doutes dans leur esprit quant à la validité de l'acte de prétendue libre option, ces doutes étant néanmoins accompagnés de la résolution de les écarter.

33. J'ai eu des entretiens avec de nombreuses délégations sur la question que nous discutons et j'ai observé une profonde inquiétude et des réserves quant à la parodie de justice et de démocratie qui est proposée à notre assemblée. Certains ont dit que nous avons fait une faute en 1962 et que nous ne pouvons maintenant que regarder vers l'avenir. D'autres ont dit que le vote sur le projet de résolution est inévitable, si peu satisfaisant qu'il soit. D'autres encore se livrent au jeu de la politique du pouvoir régional alors qu'il s'agit de la destinée d'un peuple. D'autres enfin, tout en reconnaissant qu'il y a une profonde inquiétude, sont prêts à invoquer un loyalisme qui n'a rien à voir avec la situation et qui est une violation du principe de la libre détermination.

34. Nous refusons de croire qu'il ne soit pas possible de corriger, avec le temps, des erreurs qui ont été faites dans le passé. Nous refusons de croire que dans cette assemblée nous sommes des robots. Nous refusons de croire que nous devrions mettre des considérations de race, de religion et de couleur au-dessus des nobles principes de la Charte. Dans la question que nous discutons, il ne doit pas y avoir d'affrontement entre des groupes régionaux amis au sein de cette assemblée.

35. Il semble à ma délégation que nous devons maintenant exercer le droit de libre option qui est le nôtre en ce qui concerne le peuple de l'Irian occidental, et que ce choix ne peut se faire que sur une triple base.

36. Premièrement, étant donné l'absence de développement et le niveau d'éducation très bas du peuple de l'Irian occidental, ce peuple devrait jouir à l'avenir d'un développement économique accéléré jusqu'à ce qu'il atteigne un niveau qui lui permettrait de faire un véritable choix, et ce développement devrait se faire en grande partie sous les auspices des Nations Unies.

37. Deuxièmement, les Nations Unies doivent continuer de jouer un rôle dans la région et de s'y intéresser en exerçant en quelque sorte une surveillance sur le bien-être et le développement politique du pays.

38. Troisièmement, il est indispensable de préparer un acte final de libre option que le peuple de l'Irian occidental devrait déterminer lui-même en reconnaissant la prise de conscience de la communauté internationale.

39. Il y a beaucoup de précédents qui pourraient guider les intéressés, qu'il s'agisse d'un référendum, d'un plébiscite ou d'autres procédures reconnues et acceptables sur le plan international, telles que celles qui ont été utilisées, par exemple, au Togo en 1956, au Rwanda et au Burundi en 1961.

40. Le quatrième principe devrait être le suivant : jusqu'à l'exécution de cet acte définitif de libre option, notre organisation ne peut que prendre note du rapport du Secrétaire général en tant qu'étape temporaire du processus

continu de préparation pour le peuple de l'Irian occidental. Dans le processus en question, il serait peu réaliste de nier qu'il existe des liens avec l'Indonésie et les Pays-Bas, et il serait opportun pour les Nations Unies d'examiner des rapports relatant le progrès, tous les deux ans par exemple. Nous espérons que les deux grands pays qui sont l'Indonésie et les Pays-Bas — l'Indonésie surtout — pourront nous aider dans cette noble entreprise. S'ils pouvaient accepter de jouer un rôle de cet ordre, l'histoire leur aurait une dette éternelle de reconnaissance pour avoir ainsi élargi les frontières de la véritable autodétermination au lieu de les limiter, comme ils semblent le faire maintenant avec le présent projet de résolution.

41. Pour toutes ces raisons, ma délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution tel qu'il nous est soumis.

42. Dans l'optique de ces réserves, je voudrais, avec l'indulgence du Président, soumettre à l'Assemblée les amendements suivants au projet de résolution A/L.574. Je m'excuse de les présenter si tardivement; le retard est dû aux consultations auxquelles j'ai dû procéder.

43. Je propose de remplacer le quatrième alinéa du préambule par :

*"Ayant reçu le rapport du Secrétaire général et de son représentant sur les travaux que ce dernier a accomplis en Indonésie comme suite audit Accord,".*

Je propose de remplacer le cinquième alinéa du préambule par :

*"Ayant présents à l'esprit les intérêts et le bien-être de la population de l'Irian occidental mentionnés dans le préambule de l'Accord,".*

Je propose d'insérer au préambule un sixième alinéa ainsi conçu :

*"Ayant également présent à l'esprit l'article XVIII de l'Accord qui, notamment, prévoit un acte de libre option conformément à la pratique internationale,".*

Je propose d'insérer au préambule un septième alinéa ainsi conçu :

*"Affirmant l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies continue de porter à la réalisation des objectifs de l'Accord,".*

A la fin du dernier alinéa du préambule, je propose de supprimer les mots "de la Banque asiatique de développement et".

44. Je propose de remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant :

*"Prend acte du rapport du Secrétaire général et de son représentant concernant les efforts qu'ils ont déployés pour s'acquitter des responsabilités qui leur étaient confiées par l'Accord de 1962 entre l'Indonésie et les Pays-Bas,".*

Je propose d'insérer un nouveau paragraphe 2 ainsi conçu :

“*Décide* que le peuple d'Irian occidental devrait avoir une nouvelle possibilité, d'ici à la fin de 1975, d'exercer l'acte de libre option envisagé dans l'Accord;”.

Et, enfin, je propose de remplacer le texte actuel du paragraphe 2 par le texte suivant :

“*Sait gré* de toute l'assistance fournie par l'intermédiaire d'institutions des Nations Unies pour compléter les efforts que déploie le Gouvernement indonésien pour promouvoir le développement économique et social de l'Irian occidental”<sup>2</sup>.

45. Je réitère mes regrets pour le retard apporté à la présentation de ces amendements; il ne nous a pas été possible de le faire auparavant en raison des consultations que nous avons dû avoir avec nombre de délégations. J'ai été inspiré en proposant ces amendements par un seul mobile : permettre à l'Assemblée générale de s'acquitter de façon normale de son devoir envers l'Indonésie, envers les Pays-Bas et surtout envers le peuple de l'Irian occidental.

46. Le **PRESIDENT** (*traduit de l'anglais*).: Je donne la parole au représentant de l'Arabie Saoudite pour une motion d'ordre.

47. **M. BARODY** (Arabie Saoudite) [*traduit de l'anglais*] : Je me sens obligé de présenter une motion d'ordre car j'estime que notre collègue du Ghana, que je considère comme un frère très cher, semble avoir perdu de vue le fait que le rapport du Secrétaire général a été déposé précisément parce que l'Assemblée générale, il y a quelques années, avait pris acte d'un accord intervenu entre l'Indonésie et les Pays-Bas; le rapport en question nous a été présenté ici en quelque sorte par courtoisie.

48. Je tiens à dire que les amendements auraient dû être présentés sous forme de projet de résolution et non pas comme amendements au projet de résolution dont l'Assemblée est saisie. Le représentant du Ghana voudra bien remarquer que le projet de résolution A/L.574 est intitulé “Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)”.

49. Je ne vais pas me pencher sur le fond du problème, car je dépasserais ainsi les limites d'une motion d'ordre; mais, en m'appuyant sur mon humble expérience, je tiens à dire que l'on ne peut pas modifier un accord intervenu entre deux parties, deux Etats souverains, Membres de l'Organisation des Nations Unies, accord en vertu duquel nous sommes saisis aujourd'hui d'un rapport, présenté par le Secrétaire général, sur ce que son représentant, l'ambassadeur Ortiz-Sanz, a constaté dans cette région.

50. Je prétends — et le Conseiller juridique me corrigera si besoin est — que cela est constitutionnellement faux et que les amendements du Ghana sont irrecevables et sans valeur en ce qui concerne le projet de résolution A/L.574. Néanmoins, comme l'Ambassadeur du Ghana représente un Etat souverain, il peut, s'il le veut, demander au Bureau

d'accepter l'inscription d'une nouvelle question. L'Assemblée, après tout, est maîtresse de sa procédure et elle peut décider, par un vote, si un projet de résolution contenant la substance de ces amendements en question peut être mis en discussion. Deux procédures nous sont ouvertes. Tout d'abord, si le représentant du Ghana insiste sur le fond de son amendement, qu'il demande l'inscription d'une nouvelle question intitulée “L'autodétermination” — ou tout autre terme qu'il choisira — “de l'Irian occidental”, et que cette proposition suive la filière normale. La seconde procédure — encore que nous n'y ayons pas eu recours, mais chaque organisme de l'Assemblée générale et l'Assemblée elle-même peuvent décider de la procédure à suivre — serait de présenter un projet de résolution. On discuterait alors sur le point de savoir si le projet de résolution en question peut être examiné en liaison avec le point de l'ordre du jour qui nous occupe ou s'il doit être ajourné à l'année prochaine.

51. Si nous agissons autrement, étant donné le caractère anticonstitutionnel des amendements proposés par notre frère du Ghana, nous nous engageons dans une discussion interminable qui, à mon avis, n'aurait aucun rapport avec la question dont nous sommes saisis.

52. Par conséquent, Monsieur le Président, il n'est pas nécessaire que vous preniez une décision présidentielle; mais, avant que d'autres orateurs soient autorisés à prendre la parole sur ce sujet, j'espère que vous prendrez en considération ce que je viens de dire. En cas contraire, je vous avertis — et mon expérience ici est assez longue pour m'y autoriser — que nous passerons peut-être une dizaine de jours à tourner en rond sans aboutir à rien.

53. Je me réserve le droit de prendre la parole sur le fond de la question si la procédure que je viens de proposer n'est pas suivie.

54. **M. T. N. MOHAMMED** (Malaisie) [*traduit de l'anglais*] : La question de l'Irian occidental — autrefois Nouvelle-Guinée occidentale — est examinée aux Nations Unies depuis quelque huit années. Depuis janvier 1955, à l'origine, il s'agissait d'un différend à propos d'un territoire colonial. D'année en année, les délibérations consacrées à cette question par l'Assemblée générale n'y ont pas apporté de solution. Vers 1962, grâce aux efforts persistants et inlassables de certains pays qui ne voulaient pas que ce différend se transforme en un conflit armé, et grâce aussi au concours très étroit du Secrétaire général des Nations Unies, un accord a pu finalement intervenir entre l'Indonésie et les Pays-Bas, intitulé “Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)”. Aujourd'hui, l'Assemblée générale est réunie pour examiner non pas l'ancienne question du différend suscité par le territoire de l'Irian occidental, mais l'accord susmentionné qui est entré en vigueur en septembre 1962, et notamment le rapport du Secrétaire général concernant l'acte d'autodétermination en Irian occidental que prévoit ledit accord. Si je peux utiliser une image, je dirai que l'on nous demande d'écrire les dernières pages du chapitre final de l'histoire du problème de l'Irian occidental aux Nations Unies.

55. La question de l'Irian occidental, dans sa perspective historique, a toujours intéressé la Malaisie, et pas

<sup>2</sup> Distribué ultérieurement sous la cote A/L.576.



uniquement pour des considérations géographiques. En 1960, alors que cette question figurait déjà depuis cinq ans à l'ordre du jour des Nations Unies sans que les parties intéressées aient aucune solution en vue, le Premier Ministre de mon pays — qui s'appelait alors la Fédération de Malaisie —, voyant que le différend entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement indonésien à propos de l'Irian occidental accroissait les tensions déjà existantes en Asie du Sud-Est, s'est offert, avec le consentement des dirigeants du Gouvernement indonésien, à servir de médiateur en la matière. Au cours de ses visites officielles aux Etats-Unis et au Canada, en novembre 1960, il a discuté de ces propositions avec les dirigeants de ces deux pays et, plus tard, avec feu Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations Unies. Tous ceux à qui il a fait part de ses propositions se sont déclarés d'accord. Par la suite, il en a discuté avec le Premier Ministre des Pays-Bas et il a eu des conversations avec le Ministre des affaires étrangères de ce pays — qui, d'ailleurs, est encore Ministre des affaires étrangères et qui siège, je crois, aujourd'hui parmi nous — ainsi qu'avec le Secrétaire d'Etat des Pays-Bas pour la Nouvelle-Guinée. Le résultat de cette première série d'entretiens a fait l'objet d'un communiqué conjoint qui montrait que le Gouvernement néerlandais était prêt à soumettre sa politique en Nouvelle-Guinée néerlandaise à l'examen et au jugement des Nations Unies. C'était là un pas en avant vers une solution pacifique du différend sur l'Irian occidental, par l'entremise des Nations Unies. Malheureusement, avant que le Premier Ministre ait pu faire rapport au Gouvernement indonésien sur les détails de ses entretiens avec le Gouvernement néerlandais, certains éléments indonésiens, prétendant qu'il avait agi en la matière sans en référer à l'Indonésie, ont déclenché et poursuivi une campagne de presse et lancé des attaques très violentes à propos des efforts déployés par le Premier Ministre. Tout cela s'est produit malgré les dispositions contraires figurant expressément dans une lettre du Président intérimaire de l'Indonésie au Premier Ministre, datée du 28 septembre 1960. Dans ces conditions, le Premier Ministre n'a pas pu poursuivre ses efforts.

56. Si j'ai relaté en détail cet épisode de l'histoire de l'Irian occidental, ce n'est pas pour rappeler le rôle joué par la Malaisie, mais plutôt pour souligner l'importance que la Malaisie a toujours donnée à la question de l'Irian occidental. Pour nous, cette question a toujours été, et est encore aujourd'hui, d'un intérêt si vital que le Premier Ministre de notre petit pays — vieux alors de trois ans seulement — s'est saisi du problème et s'est offert d'agir en qualité de médiateur entre l'Indonésie et les Pays-Bas. Il était inspiré, dans cette tentative, du seul désir de voir diminuer la tension dans cette partie du monde où nous vivons. Même si cette tentative a échoué pour les raisons que j'ai exposées, la Malaisie s'est réjouie du fait que le germe de cette idée lancée en toute bonne foi par le Premier Ministre ait pu prendre racine ailleurs. Je n'ai pas besoin de rappeler aux représentants à cette assemblée la métamorphose qui a transformé cette idée en ce qui a été connu comme la "proposition Bunker" — appelée ainsi du nom de l'Ambassadeur des Etats-Unis qui représente actuellement son pays au Viet-Nam — et qui, le 15 août 1962, était transformée en un traité signé entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas, instrument dont j'ai déjà parlé. Cet accord a été dûment enregistré sous le No 6311 dans le recueil des traités des Nations Unies pour 1962, et il est

maintenant connu couramment sous le nom d'Accord de New York.

57. Le différend de longue date au sujet du territoire de l'Irian occidental a donc été résolu lorsque cet accord a été mis en vigueur du fait de l'adoption, par l'Assemblée générale le 21 septembre 1962, de la résolution 1752 (XXII), dans laquelle l'Assemblée prenait note de l'Accord, reconnaissait le rôle confié au Secrétaire général des Nations Unies par cet instrument et l'autorisait à s'acquitter des tâches qui lui étaient ainsi confiées. Aucun pays plus que la Fédération de la Malaisie — l'un des plus proches voisins de l'Indonésie, avec laquelle la Fédération entretenait des liens étroits sur les plans social, culturel et religieux — ne s'est réjoui davantage de cet événement en 1962. Une source de tensions en Asie du Sud-Est, qui pouvait aboutir à un conflit armé, se trouvait ainsi écartée à tout jamais de notre horizon.

58. En examinant cette question ici, l'Assemblée est maintenant saisie du rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental [A/7723/et Corr.1] présenté conformément à l'article XXI de l'Accord de New York, et auquel a été annexé le texte complet du rapport remis par le représentant du Secrétaire général et le rapport du Gouvernement indonésien. Je voudrais attirer tout particulièrement l'attention des délégués sur le fait que, bien que le représentant du Secrétaire général fasse, dans son rapport, certaines réserves en ce qui concerne l'application du paragraphe 1 de l'article XXII de l'Accord relatif aux droits, y compris la liberté de parole, la liberté de réunion et le droit d'association des habitants de l'Irian occidental, il conclut, néanmoins, sur la base des faits présentés dans son rapport et des documents auxquels il est fait allusion :

"... on peut affirmer que, étant donné les limites imposées par les caractéristiques géographiques du territoire et la situation politique générale dans la région, un acte de libre option a eu lieu dans l'Irian occidental conformément à la pratique indonésienne, par lequel les représentants de la population ont exprimé leur désir de rester unis à l'Indonésie." [A/7723 et Corr.1, annexe I, par. 253.]

Cela se trouve également reflété au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général.

59. Je voudrais également appeler l'attention des représentants sur le paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général, dont voici le texte :

"De son côté, le Gouvernement indonésien, dans le rapport qu'il m'a soumis, rappelle les conditions particulières existant en Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental), du fait surtout du caractère accidenté du pays, des difficultés des communications et du faible niveau de développement de la population, à l'exception d'un groupe relativement restreint d'habitants vivant dans certaines des villes côtières. Le Gouvernement indonésien a considéré l'acte de libre option comme un succès qui renforcerait l'unité de l'Indonésie et de son peuple, car il a estimé que le résultat de cet acte couronnait l'indépendance de l'Indonésie." [A/7723 et Corr.1, par. 4.]

60. Cela représente le jugement porté par l'Indonésie. Or, ces vues sont confirmées par l'histoire au cours de la longue lutte menée par la nation indonésienne, pendant près de 30 ans, jusqu'au moment où elle est venue totalement à bout de ses obligations internationales, en 1969, en permettant à la population de l'Irian occidental d'exercer son droit de libre option, conformément à l'Accord de New York, couronnant ainsi les efforts effectués pour assurer l'intégrité territoriale de la nation dans l'entière indépendance et la pleine liberté.

61. Ma délégation approuve l'opinion selon laquelle l'Accord de New York est clairement un instrument bilatéral entre l'Indonésie et les Pays-Bas; ce n'est pas le résultat de délibérations de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le différend opposant deux pays au sujet de l'Irian occidental, ni le résultat d'un mandat quelconque donné par l'Organisation. Le rôle du Secrétaire général, y compris la création d'une autorité exécutive temporaire des Nations Unies et, plus tard, la désignation de son représentant pour "donner avis, prêter aide et assistance", en ce qui concerne l'acte de libre option octroyé à la population de l'Irian occidental, était prévu par l'Accord — en d'autres termes, par les deux parties du Traité. Cette opinion est largement confirmée par le fait qu'en 1962 l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la résolution que j'ai mentionnée plus tôt, se bornait à prendre note de l'Accord et à féliciter les parties d'avoir réussi à dégager une solution pacifique à un différend de longue date.

62. L'Assemblée générale était simplement tenue de donner son approbation au rôle attribué au Secrétaire général quant à la création d'une autorité exécutive temporaire des Nations Unies et à la nomination de son représentant spécial conformément à l'Accord conclu entre deux Membres de l'Organisation des Nations Unies simplement parce que ces fonctions sortaient du cadre habituel des fonctions constitutionnelles du Secrétaire général des Nations Unies. Cela explique également la disposition expresse, figurant dans l'Accord, par laquelle les deux pays intéressés devraient prendre à leur charge toutes les dépenses auxquelles le Secrétaire général aurait à faire face dans l'accomplissement de la tâche prévue par l'Accord : aucune de ces dépenses ne devait être imputée à l'Organisation elle-même.

63. Il s'ensuit par conséquent que si une objection devait être élevée ou si des réserves devaient être formulées quant à l'attitude de l'une des parties contractantes à l'égard des dispositions de l'Accord, ces réserves ou objections ne pourraient venir que de l'autre partie — en l'occurrence le Royaume des Pays-Bas — à l'égard de tout aspect de l'acte de libre option organisé à l'intention de la population de l'Irian occidental par le Gouvernement indonésien conformément aux articles pertinents de l'Accord. A ce propos, qu'il me soit permis de citer textuellement les paroles prononcées par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, lorsqu'il a parlé la semaine dernière en présentant le projet de résolution A/L.574. Il a déclaré notamment :

"Je ne serais pas franc si je dissimulais le fait que tant le Parlement des Pays-Bas que notre presse ont exprimé à nouveau des doutes quant à la méthode qui présidait à la consultation populaire, et plus particulièrement en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles la population

était appelée à exercer son droit à l'autodétermination. A ce moment-là, nous avons fait part de nos sentiments au Secrétaire général et au Gouvernement indonésien. Maintenant, le rapport définitif de M. Ortiz-Sanz confirme que, dans une certaine mesure, ces doutes n'étaient pas entièrement injustifiés.

"Malgré cela, le Gouvernement des Pays-Bas est disposé à reconnaître et à respecter le résultat de l'acte d'autodétermination, ainsi que cela est stipulé au paragraphe 2 de l'article XXI de l'Accord de 1962. Si certains éléments de doute subsistent, je tiens cependant à répéter ce que j'ai dit devant la Première Chambre des Etats généraux le 25 juin dernier, à savoir que le Gouvernement des Pays-Bas ne considère pas que la méthode adoptée par le Gouvernement indonésien soit, en elle-même, contraire aux dispositions de l'Accord, qui était rédigé de façon assez large pour prêter à l'interprétation indonésienne. En conséquence, je ne crois pas que l'on servirait utilement un objectif quelconque en commentant plus longuement les modalités dans lesquelles le libre choix a été fait, ou en discutant son résultat." [1810ème séance, par. 28 et 29.]

64. Rien ne saurait être plus clair que les paroles prononcées par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas pour préciser l'attitude de son gouvernement en la matière.

65. Ma délégation estime également que l'élément crucial de la question qui nous préoccupe est le bien-être et les intérêts de la population de l'Irian occidental. En fait, dans le préambule de l'Accord de New York lui-même, cité par le représentant du Ghana, les intérêts et le bien-être de la population de l'Irian occidental sont mentionnés comme représentant l'objectif suprême des deux pays dans leur désir de régler leurs différends à propos du territoire. C'est pourquoi ma délégation note avec satisfaction les remarques finales du représentant du Secrétaire général lorsqu'il déclare :

"Il est clair qu'en se prononçant par leur vote pour le maintien des liens avec l'Indonésie les habitants du territoire se sont en même temps prononcés pour le développement économique et le progrès social qu'ils espèrent voir résulter de leur décision." [A/7723 et Corr.1, annexe I, par. 252.]

Le rapport ajoute que le représentant du Secrétaire général a été encouragé

"de noter qu'au moment de l'acte de libre option et ultérieurement des personnalités officielles de la République d'Indonésie ont publiquement exprimé leur ferme intention d'accorder à l'Irian occidental une large autonomie et de faire de sérieux efforts pour promouvoir le développement du territoire" [ibid.].

66. Ma délégation a également été heureuse de prendre acte de la lettre [A/7763] signée par les représentants permanents de l'Indonésie et du Royaume des Pays-Bas. Le communiqué contenu dans cette lettre parle du désir du Gouvernement de l'Indonésie d'accélérer le développement de l'Irian occidental, ainsi que de la décision du Gouvernement des Pays-Bas de faire une contribution



initiale de 17 500 000 florins, représentant les besoins en devises étrangères afférents à l'exécution de projets de développement de l'Irian occidental, cette somme devant être versée à un fonds spécial qu'administrerait la Banque du développement asiatique et auquel d'autres pays ont également été invités à participer. Pour sa part, le Gouvernement indonésien prendra à sa charge les dépenses locales. Il ne saurait y avoir meilleure preuve de la sincérité des intentions des deux gouvernements intéressés envers la population de l'Irian occidental. Le moins que puisse faire cette assemblée est de leur donner les encouragements nécessaires dans cette entreprise louable de bonne volonté et de coopération internationales.

67. Je ne saurais conclure ces observations sans rendre hommage au rôle joué par le Secrétaire général et ses collaborateurs, ainsi que le prévoyait l'Accord, et en particulier par l'ambassadeur Ortiz-Sanz, représentant du Secrétaire général, pour la façon admirable dont il a rempli sa fonction qui était de conseiller, d'aider la population de l'Irian occidental dans l'acte de libre option et de participer à l'élaboration de cet acte. L'esprit dans lequel il s'est acquitté de sa tâche, comme nous l'indique son excellent et lumineux rapport, doit, pour l'avenir, être le brillant exemple de la manière dont les Nations Unies peuvent jouer un rôle dans la recherche d'une solution amiable à des différends entre Etats Membres.

68. C'est pourquoi, compte tenu de ce que je viens de déclarer, ma délégation a accordé son appui le plus complet au projet de résolution A/L.574, aux termes duquel l'Assemblée générale, prenant acte du rapport du Secrétaire général, constaterait avec satisfaction que le Secrétaire général et son représentant se sont acquittés des tâches qui leur étaient confiées par l'Accord et saurait gré de toute assistance fournie par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement ou d'institutions des Nations Unies, ou par d'autres moyens, au Gouvernement indonésien dans ses efforts visant à promouvoir le développement économique et social de l'Irian occidental. C'est pourquoi je demande à l'Assemblée générale d'approuver ce projet de résolution.

69. U BA SAW (Birmanie) [*traduit de l'anglais*] : La délégation de la Birmanie a étudié avec grand soin et vif intérêt le rapport du Secrétaire général [A/7723] sur la question intitulée "Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)". Nous sommes vraiment reconnaissants au Secrétaire général et à son représentant en Irian occidental, l'ambassadeur Ortiz-Sanz, pour le rapport détaillé concernant l'acte de libre option grâce auquel le peuple de l'Irian occidental a exprimé son désir de rester uni à l'Indonésie. De l'avis de ma délégation, la mise en oeuvre couronnée de succès de tous les aspects de l'Accord conclu entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas, le 15 août 1962 à New York, non seulement représente la fin d'un chapitre dans l'histoire de la lutte pour l'indépendance, qui a commencé en 1945, d'une nation asiatique, mais aussi démontre bien les possibilités que la coopération internationale et l'application judicieuse du principe des négociations pacifiques, préconisé et encouragé par les Nations Unies, ouvrent dans le domaine des relations internationales.

70. Ce qui fait l'importance de l'heureuse mise en oeuvre de l'Accord de 1962 entre l'Indonésie et les Pays-Bas et qui

est en outre de la plus haute importance non seulement pour les Etats d'Afrique et d'Asie, mais pour l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies, c'est que le principe de l'intégrité territoriale des nations a été respecté. Il va sans dire que l'adhésion à ce principe revêt une importance toute particulière pour les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance, après avoir connu dans le passé le statut de territoire colonial.

71. Il faut reconnaître que des difficultés sont apparues dans l'application de l'Accord entre l'Indonésie et les Pays-Bas; ces difficultés sont mentionnées dans le rapport du Secrétaire général et dans celui du Gouvernement indonésien. Mais ces difficultés, qui mettent bien en relief les problèmes auxquels, dans le passé, a dû faire face l'Irian occidental et qu'il connaît aujourd'hui encore, indiquent aussi les grandes lignes sur la base desquelles une solution peut être recherchée. Les auteurs du projet de résolution A/L.574, au nombre desquels on compte l'Indonésie et les Pays-Bas, ont présenté à l'Assemblée générale un texte fort important qui se préoccupe du développement futur de l'Irian occidental. La délégation de la Birmanie considère qu'il est tout à fait approprié qu'une coopération s'instaure entre les Pays-Bas et l'Indonésie en ce qui concerne le développement de l'Irian occidental. Nous pensons que les relations du passé portent en soi les germes d'une association future fructueuse. Ce partage des responsabilités témoigne de bonne volonté et de générosité politiques, en même temps que d'une sagesse, qui, nous l'espérons, seront génératrices d'une tendance à la coopération internationale en de nombreuses autres parties du monde.

72. Quant à nous, membres de la communauté internationale, nous ne pouvons qu'offrir nos vœux les meilleurs aux parties intéressées en nous associant chaleureusement au projet de résolution A/L.574 dont l'Assemblée générale est saisie.

73. M. YAZID (Algérie) : Nous sommes en train de discuter d'un point de l'ordre du jour intitulé "Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)"; nous avons comme instruments de travail un certain nombre de textes dont l'un est le rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental [A/7723 et Corr.1].

74. Nous avons eu l'occasion d'entendre quelques interventions qui se caractérisent par un certain nombre de distorsions — volontaires ou involontaires — tendant à nous amener à ignorer l'historique de la question. Je rappellerai très brièvement cet historique.

75. L'Indonésie a accédé à l'indépendance par la lutte armée contre l'occupant japonais et l'occupant néerlandais, et, en accédant à l'indépendance, elle n'a pas récupéré tout son territoire national. L'Irian occidental a toujours fait partie de l'Indonésie; l'Indonésie n'a jamais renoncé à sa souveraineté sur ce territoire. La question a été maintes fois discutée devant les Nations Unies et nos discussions, les recommandations que nous avons pu faire à la suite de l'engagement de coopération de nombreuses nations amies de la Puissance administrante d'alors, les Pays-Bas — et de l'Indonésie, ont créé les conditions d'un accord entre le Royaume des Pays-Bas et l'Indonésie.

76. Cet accord, dont l'Assemblée générale a pris acte [résolution 1752 (XVII)] prévoyait une consultation des populations de l'Irian occidental conformément à la pratique indonésienne de *musjawarah*; il prévoyait également qu'un certain rôle serait joué par le Secrétaire général, et notre assemblée a autorisé celui-ci à s'acquitter des tâches que l'Accord lui confiait [ibid].

77. Ces données essentielles, on veut les oublier, et nous sommes enclins à nous demander à quelles sombres manipulations nous prêtons en ce moment l'oreille. Nous devons dire que nous ne nous serions jamais attendus qu'un pays comme l'Indonésie — qui, je le rappelle, a, dans ce problème, l'appui des gouvernements d'Asie — soit assimilé, directement ou indirectement, à l'Afrique du Sud ou au Portugal. On a l'air d'oublier que le principe de lutte active et réelle pour l'autodétermination des peuples n'est pas né à San Francisco, mais à Bandoung, et qu'à Bandoung s'est tenu un rassemblement des pays d'Afrique et d'Asie<sup>3</sup>, dans un pays — l'Indonésie — qui a toujours été à l'avant-garde de la lutte pour la libération des peuples et leur autodétermination.

78. Et nous nous souvenons, nous qui avons assisté à cette conférence, que les représentants du peuple sud-africain étaient présents à Bandoung, qu'ils avaient le statut d'observateurs, et ce grâce à l'action de nombreux gouvernements dont celui de l'Indonésie. La représentation africaine était limitée quant au nombre, mais il n'empêche que nous avons vu à Bandoung des pays tels que le Soudan, ou ce qu'on appelait à l'époque la Côte d'Or et qui est devenu le Ghana, présents dans la famille afro-asiatique en dépit du fait qu'ils n'avaient pas encore conquis leur indépendance. Les mouvements de libération de Tunisie, du Maroc et d'Algérie se trouvaient représentés, et l'Indonésie a été l'un des pays qui ont joué un rôle déterminant pour la défense du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples africains. Ce rôle, elle l'a assumé d'une façon constante avant Bandoung, à Bandoung et après, et notamment au sein de notre organisation.

79. Je reconnais parmi les nombreux représentants indonésiens ici présents des frères qui ont apporté leur contribution personnelle, au prix de lourds sacrifices, à la lutte de libération nationale en Indonésie. Le Ministre des affaires étrangères a lutté les armes à la main, a connu les prisons japonaises et hollandaises. Le représentant permanent a perdu ses doigts lors de la guerre de libération. Ils ont pris les armes, ils ont combattu pour l'autodétermination, pour la libération de l'Indonésie, de toute l'Indonésie, y compris l'Irian occidental.

80. Dans son accord avec le Royaume des Pays-Bas concernant l'Irian occidental, l'Indonésie a demandé à notre secrétaire général de jouer un certain rôle. Le Secrétaire général a été autorisé à jouer ce rôle; il a désigné un représentant, et le rapport que nous avons devant nous mérite notre considération ainsi que notre confiance.

81. Le Secrétaire général des Nations Unies a à son actif une contribution importante, continue, à l'action de libération des peuples et de l'exercice de leur droit à

l'autodétermination. Ce n'est pas par hasard si nous, les Algériens, avons proposé U Thant — alors représentant de la Birmanie, pays qui a une longue expérience de libération par les armes — pour assumer la responsabilité de président du Comité spécial pour l'Algérie au sein du groupe afro-asiatique. Son jugement a toujours été pour nous primordial et très souvent, au cours des débats, nous lui avons confié le soin de présenter notre cause et de défendre nos intérêts.

82. Les observations contenues dans son rapport sont pour nous une confirmation supplémentaire de la justesse de notre position sur la question. Comme on le voit, le problème qui se pose à nous n'est pas tel qu'il puisse permettre des références à la situation qui existe dans les territoires colonisés en Afrique ou ailleurs. La situation est complètement différente. Elle exprime le point de vue de pays d'Asie et d'Afrique qui ont toujours donné l'exemple de leur unité et que nous ne voudrions pas voir se séparer sur un point tel que celui de l'Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Irian occidental. En effet, une telle division — que certains désireraient — risquerait d'avoir des conséquences, tout d'abord pour les mouvements de libération nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui ont besoin de la solidarité et de l'unité entre forces anticolonialistes. Or, l'Indonésie occupe une place très importante au sein de ces forces anticolonialistes.

83. Comment l'Indonésie pourrait-elle être comparée à l'Afrique du Sud ou au Portugal, elle qui a été parmi les premiers pays à fournir son soutien diplomatique et matériel, en armes et en argent, à des pays comme la Tunisie, comme le Maroc, comme l'Algérie, lors de leur lutte, et qui a été parmi les premiers pays à apporter son soutien matériel au peuple sud-africain, qui a trouvé à Djakarta, à Bandoung et à Bogor des défenseurs qui s'appelaient les pays d'Asie et les pays d'Afrique déjà indépendants, et en particulier un défenseur qui s'appelait U Thant ?

84. Si nous lisons le rapport qui nous est présenté par le Secrétaire général, nous relevons un certain nombre de citations. L'une, contenue dans l'introduction du rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental, dit ceci :

"...on peut affirmer que, étant donné les limites imposées par les caractéristiques géographiques du territoire et la situation politique générale dans la région, un acte de libre option a eu lieu dans l'Irian occidental conformément à la pratique indonésienne, par lequel les représentants de la population ont exprimé leur désir de rester unis à l'Indonésie." [A/7723 et Corr.1, par. 3.]

85. Cette citation est confirmée par les deux paragraphes suivants du rapport du représentant du Secrétaire général :

"Il est clair qu'en se prononçant par leur vote pour le maintien des liens avec l'Indonésie, les habitants du territoire se sont en même temps prononcés pour le développement économique et le progrès social qu'ils espèrent voir résulter de leur décision. Il est encourageant de noter qu'au moment de l'acte de libre option et ultérieurement, des personnalités officielles de la

<sup>3</sup> Conférence des nations asiatiques et africaines, réunie à Bandoung du 18 au 24 avril 1955.

République d'Indonésie ont publiquement exprimé leur ferme intention d'accorder à l'Irian occidental une large autonomie et de faire de sérieux efforts pour promouvoir le développement du territoire.

En définitive, compte tenu des faits exposés dans le présent rapport et dans les documents qui y sont mentionnés, on peut affirmer que, étant donné les limites imposées par les caractéristiques géographiques du territoire et la situation politique générale dans la région, un acte de libre option a eu lieu dans l'Irian occidental conformément à la pratique indonésienne, par lequel les représentants de la population ont exprimé leur désir de rester unis à l'Indonésie." [*Ibid.*, annexe I, par. 252 et 253.]

86. Nous citerons, toujours dans les remarques finales du représentant du Secrétaire général, les passages suivants :

"Le Gouvernement indonésien, afin de satisfaire à la condition énoncée au paragraphe d de l'article XVIII de l'Accord, concernant "le droit pour tous les adultes des deux sexes qui ne sont pas des ressortissants étrangers . . . de participer à l'acte d'autodétermination", a officiellement accepté les trois conditions préalables en vue de la formation des assemblées consultatives que j'ai proposées lors de la réunion organisée au Ministère des affaires étrangères à Djakarta le 10 février et dans ma lettre du 25 février, à savoir : que les assemblées consultatives aient une composition aussi large que possible, que tous les secteurs de la population soient représentés et que les membres des assemblées soient élus, sans équivoque, par les habitants.

"La réponse donnée par les assemblées consultatives, par voie de *musjawarah*, aux questions qui leur étaient posées (voir alinéa c ci-dessus) a manifesté un accord unanime pour que l'Irian occidental reste uni à l'Indonésie." [*Ibid.*, annexe I, par. 248, d et e.]

87. Je citerai encore deux paragraphes du rapport du représentant du Secrétaire général :

"Il ressort des débats résumés ci-dessus que chacune des huit assemblées consultatives a décidé à l'unanimité au cours de *musjawarah* de maintenir les liens du territoire avec l'Indonésie.

"Pour autant que nous ayons pu nous en rendre compte, les séances des assemblées consultatives se sont déroulées régulièrement. Les membres des assemblées ont pu exprimer leurs vues, et ont souvent signifié avec véhémence leur désir de rester unis à l'Indonésie. Les séances étaient publiques et il est arrivé que la foule se rassemble à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments où elles se tenaient et appuie avec enthousiasme les décisions prises. Ailleurs, des groupes de personnes (écoliers et lycéens, scouts, enseignants et membres des organisations féminines et d'autres organismes) ont participé à des manifestations populaires en faveur du résultat de l'acte de libre option." [*Ibid.*, annexe I, par. 245 et 246.]

88. Ma délégation considère que l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Indonésie concernant l'Irian occidental, dont l'Assemblée a pris acte

en 1962, a été appliqué dans les conditions prévues. Ma délégation considère également que les rapports du Secrétaire général et de son représentant sont satisfaisants et nous démontrent que l'Accord a été respecté. Mon pays a accédé à l'indépendance par la pratique de l'autodétermination, à la suite d'un accord entre la France et l'Algérie. Nous avons toujours été de l'avis de la majorité de notre assemblée selon lequel l'Irian occidental devait faire partie et faisait partie de l'Indonésie, et nous avons pris acte d'un accord dans lequel il était prévu que les modalités de consultation des populations de l'Irian occidental avaient été acceptées par l'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas.

89. Un tel accord avait l'avantage de permettre un règlement rapide et pacifique du problème et d'éviter d'autres modes de règlement. Si l'Indonésie n'avait pas récupéré cette portion de son territoire par le moyen pacifique de l'application de l'Accord dont nous avons pris acte en 1962, nous sommes certains que le peuple indonésien, avec l'appui des populations de l'Irian occidental, aurait récupéré cette portion de son territoire par d'autres moyens. Mais, étant donné que nous avons eu l'occasion de voir se créer les conditions de réalisation du rattachement de l'Irian occidental à l'Indonésie, et cela de façon pacifique, notre assemblée a dûment pris acte de l'Accord, qui a été appliqué dans les termes agréés, et avec un rôle attribué au Secrétaire général — rôle qui a été pleinement joué et qui a donné lieu à des appréciations de la part du Secrétaire général et de son représentant que ma délégation considère comme pleinement satisfaisantes.

90. Nous ne voulons pas que ce rapport fasse l'objet de discussions sur l'autodétermination et ses modalités d'application. Le débat pourrait être engagé, mais ailleurs. En revanche, nous avons un certain nombre d'observations à faire. Alors qu'on considère comme normal que la pratique de consultation des populations tienne compte des conditions sociales de certaines régions, alors que cela est accepté par la quasi-unanimité des Membres de l'Organisation des Nations Unies, on veut remettre en question une consultation en Irian occidental qui n'a fait que s'inspirer de la pratique indonésienne — et c'est là l'engagement pris par nos frères indonésiens et qu'ils ont tenu — laquelle pratique, dite de la *musjawarah*, tient compte des conditions sociales particulières à la région.

91. Si nous engagions une discussion sur la question de l'autodétermination, le débat serait beaucoup plus large et risquerait de nous mener très loin, parce que nous commencerions à poser une première question : ces défenseurs de l'autodétermination, où les trouve-t-on lorsqu'il s'agit de la Corée, du Viet-Nam, de la Palestine ? Où les trouve-t-on lorsqu'il s'agit des mouvements de lutte de libération en Afrique, lorsqu'il s'agit d'appuyer la lutte armée ?

92. Si nous devons discuter des différentes pratiques de consultation de nos populations, où cela nous mènerait-il ? Il existe une pratique indonésienne qui tient compte des caractères spécifiques de la région et dont nous devons nous accommoder. Pour nous, délégation algérienne, notre position se résume ainsi : nous avons une totale confiance en nos amis indonésiens, qui ont récupéré une partie de leur territoire national. Nous avons une totale confiance dans les appréciations portées par notre secrétaire général et son



représentant. Nous sommes contre toute tentative qui nous amènerait à discuter du problème de l'autodétermination en Irian occidental, parce que pour nous, il s'agit pour l'Indonésie de récupérer une partie de son territoire national, et ce avec l'appui des populations locales, lesquelles ont participé à des actions politiques — et même à des actions armées à une certaine époque — pour être rattachées de nouveau à l'Indonésie.

93. L'Indonésie est un pays anti-impérialiste et anticolonialiste, qui a apporté sa contribution à la lutte de tous les peuples. Cette contribution est reconnue par les pays asiatiques qui sont parfaitement au courant des problèmes de la région et des problèmes qui se posent dans cette partie de l'Indonésie.

94. En tant que pays issu d'une longue lutte de libération nationale, nous nous retrouvons aux côtés de nos frères indonésiens, qui ne peuvent pas être assimilés à des colonialistes ou à des impérialistes, qui ont apporté leur contribution en sang lors de la lutte contre les Japonais et lors de la lutte contre les Hollandais, qui ont été parmi les premiers en Asie à nous apporter leur appui inconditionnel, qui ont été parmi ceux qui ont levé l'étendard de Bandoung, de la véritable autodétermination, de la lutte des peuples d'Afrique et d'Asie.

95. J'aurais voulu que les Membres de notre assemblée aient connu eux-mêmes les problèmes qui se posent à l'Indonésie, qu'ils aient participé à Bandoung, qu'ils aient suivi la vie de notre organisation avant Bangoung et après Bandoung. Nous avons ici un groupe afro-asiatique qui a toujours été animé par des pays qui, comme l'Indonésie, sont à l'origine de la création de ce groupe et ont apporté leur contribution à la lutte des peuples d'Afrique du Sud et d'Afrique.

96. Il n'est pas question qu'on se laisse aller à traiter l'Indonésie comme l'Afrique du Sud ou le Portugal. Si nous ignorons son histoire, il n'y a qu'à nous rapporter aux votes de la délégation indonésienne sur les problèmes d'indépendance nationale et d'autodétermination, et nous pourrions ainsi porter un jugement.

97. M. TSURUOKA (Japon) *[traduit de l'anglais]* : La délégation japonaise se félicite que l'on soit parvenu l'été dernier, après un grand nombre d'années, à l'étape finale de la solution pacifique du problème qui a longtemps divisé l'Indonésie et les Pays-Bas au sujet de la Nouvelle-Guinée occidentale. Ce problème qui, à une certaine époque, a constitué une source potentielle de troubles pour la paix et la sécurité de cette région a été réglé. Nous sommes maintenant saisis du rapport du Secrétaire général sur l'acte d'autodétermination en Irian occidental. Nous notons dans ce rapport que le représentant spécial du Secrétaire général a indiqué qu'un acte de libre option a eu lieu en Irian occidental, au cours duquel les représentants de la population ont exprimé leur désir de rester unis à

l'Indonésie. Nous pouvons donc dire qu'une ère nouvelle s'est ouverte en Irian occidental.

98. Ma délégation tient à rendre hommage de façon toute particulière au représentant spécial, l'ambassadeur Ortiz-Sanz, pour le dévouement avec lequel il s'est acquitté de la tâche délicate que lui avait confiée le Secrétaire général conformément à l'Accord de 1962.

99. Ma délégation se félicite aussi de ce que le Gouvernement de l'Indonésie se soit engagé à accorder une attention particulière à l'évolution économique et sociale de l'Irian occidental, compte tenu des conditions propres à sa population. Le représentant spécial, dans le rapport qu'il a adressé au Secrétaire général, a signalé que de hauts fonctionnaires du Gouvernement indonésien avaient exprimé leur ferme intention d'accorder à l'Irian occidental une large mesure d'autonomie et de faire des efforts sérieux pour promouvoir le développement de ce territoire. Nous avons également constaté avec satisfaction que le Gouvernement des Pays-Bas a fait part de son intention de coopérer étroitement avec le Gouvernement de l'Indonésie pour continuer, par une aide financière, à encourager le développement de l'Irian occidental et assurer le bien-être de sa population.

100. Pour en venir maintenant au projet de résolution A/L.574, je tiens à dire que ma délégation, dans l'optique de ce que je viens de rappeler, se prononcera en faveur de ce projet. Dans la dernière partie du sixième alinéa du préambule et dans le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, mention est faite de l'assistance par le truchement de la Banque asiatique de développement. Mon gouvernement croit savoir que le Ministre des finances de l'Indonésie et le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement ont discuté récemment avec le Président de la Banque asiatique de développement de la création d'un nouveau fonds pour l'Irian occidental qui serait géré par cette institution, et que les dirigeants de la Banque étudient actuellement la question.

101. Pour conclure, je dirai que nous souhaitons sincèrement le succès aux efforts du Gouvernement indonésien pour le développement économique et social de l'Irian occidental.

102. Le PRESIDENT *(traduit de l'anglais)* : Il reste quelques noms sur la liste des orateurs qui doivent intervenir sur cette question, mais je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur la situation suivante : dans sa motion d'ordre, le représentant de l'Arabie Saoudite n'a pas demandé une décision de la présidence; il a adressé un appel au représentant du Ghana. En même temps, il a fait des suggestions qu'il a soumises à la considération de l'Assemblée. J'ai donné la parole à d'autres orateurs inscrits sur ma liste afin de donner aux membres de l'Assemblée le temps de réfléchir aux suggestions faites par le représentant de l'Arabie Saoudite.

*La séance est levée à 13 h 5.*